

Incitations fiscales à la gestion durable des forêts

Alain Karsenty

Économiste Cirad, consultant pour l'OIBT

L'essor mondial des certifications indépendantes par tierce partie

- La demande de « qualité » (incluant légalité, santé et environnement) prend une importance croissante sur les marchés, particulièrement pour les produits issus de l'agriculture et le bois
- Les consommateurs tendent à faire davantage confiance aux certifications et les gouvernements les utilisent de manière croissante dans leurs politiques publiques
 - La Suisse vient de passer un accord avec l'Indonésie et accorde une baisse des tarifs douaniers de 40% pour l'huile de palme certifiée avec un des 3 labels indépendants (dont RSPO) pour l'huile de palme
 - Dans le cadre de la lutte contre la déforestation importée, et en lien avec le mécanisme d'ajustement (taxe carbone) aux frontières proposé par le *Green Deal* de l'UE, les productions agricoles et bois dont l'empreinte carbone/biodiversité est favorable recevront un traitement fiscal plus favorable

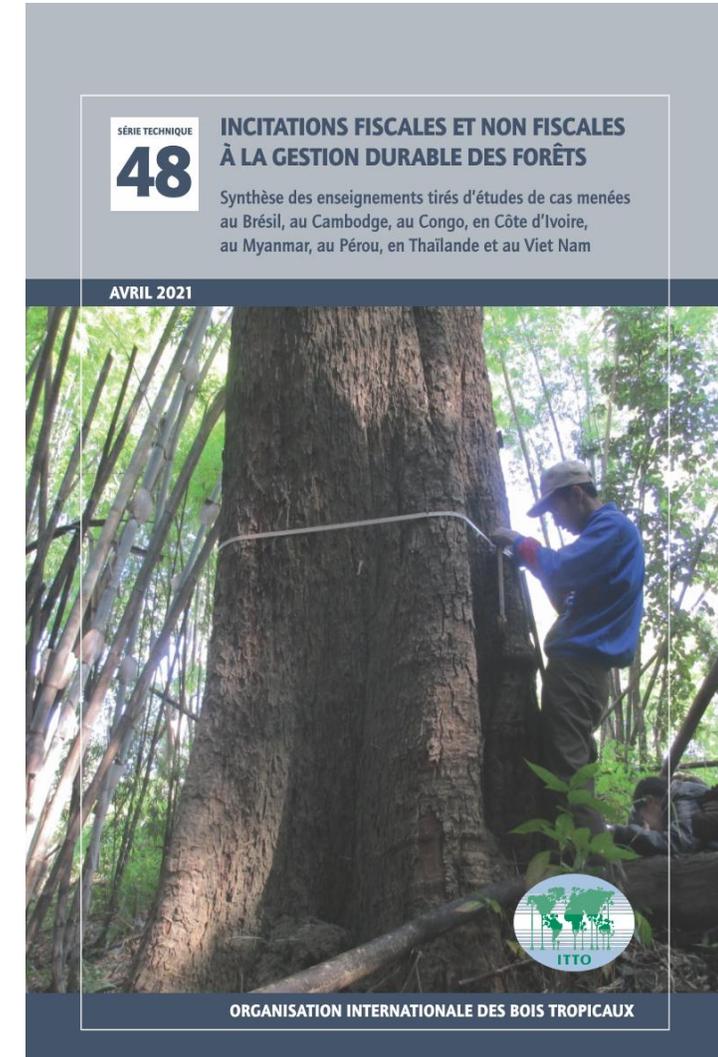
Synergie avec les mécanismes publics de vérification de la légalité

- Les certifications (légalité ou gestion forestière) constituent un élément facilitant la « diligence raisonnée » dans le cadre du RBUE et des mécanismes comparables mis en place dans d'autres pays (USA, Australie, etc., et récemment la Chine)
 - On peut prévoir que les certifications indépendantes vont prendre une place prépondérante dans les processus de diligence raisonnée
- Plusieurs pays considèrent rendre la certification de gestion forestière obligatoire pour les concessions (Sarawak, Gabon, Congo) mais les dates d'entrée en vigueur restent incertaines
 - La fiscalité incitative encourageant la certification constitue une approche graduelle, qui peut être vue comme une étape préparatoire ou comme une alternative à l'obligation généralisée de certification

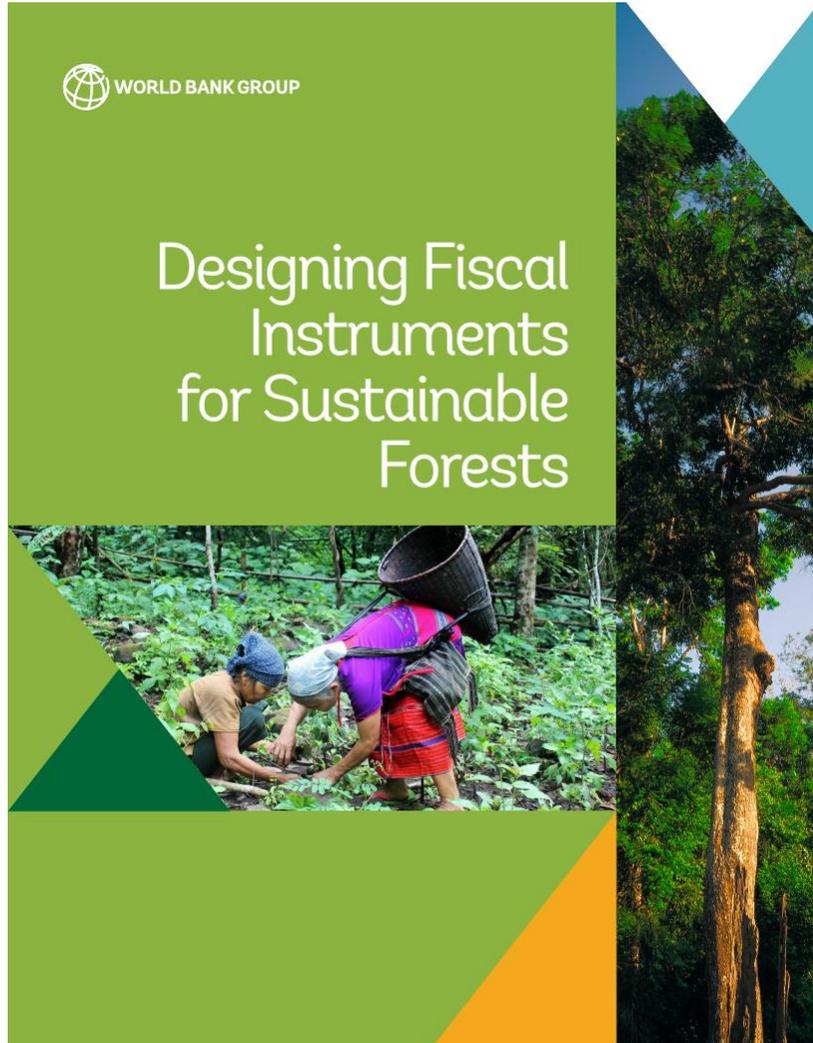
Des incitations indirectes aux incitations directes

- Etude internationale de l'OIBT (8 pays sur les 3 continents) pour analyser les cadres réglementaires de la gestion forestière et évaluer les dimensions incitatives (et désincitatives) de ceux-ci
- La fiscalité constitue un des éléments-clés des incitations
- Constat: des incitations indirectes existent (taxes plus faibles pour les zones éloignées, incitations fiscales à la transformation...) mais les incitations directes sont plus rares
 - Au Pérou et au Brésil: réductions de taxes accordées pour les entreprises disposant d'une certification FSC
 - Au Cameroun, la taxe d'abattage est légèrement réduite pour les concessions certifiées (LF 2021)
 - Au Gabon (depuis 2020), la taxe de superficie a trois taux différents:

Régime précédent	FCFA 400/ha/an
Nouveau régime	
Non-certifié	FCFA 800/ha/an
Certification de légalité	FCFA 600/ha/an
Forest management certification (FSC ou PAFC)	FCFA 300/ha/an



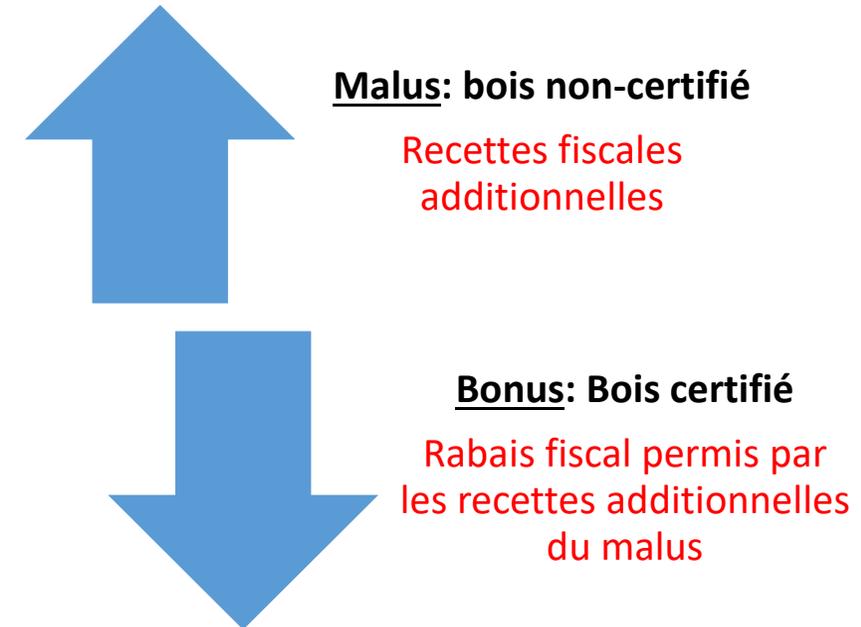
Les travaux de la Banque mondiale (et du FMI) sur la fiscalité incitative pour les forêts



- Ouvrage : [Designing fiscal instruments for sustainable forests](#) publié en mars 2021
- L'un des instruments privilégiés: les mécanismes de bonus-malus (*feebates*)
- Le principe est de différencier les taux de fiscalité (attestés par des certifications indépendantes) en favorisant la gestion durable
- Le mécanisme est budgétairement neutre pour l'Etat: les baisses de taxes (bonus) sont entièrement financées par les hausses (malus)
- Envisagé non seulement pour la foresterie mais pour promouvoir l'agriculture zéro-déforestation et l'agroforesterie (étude "cacao durable" Côte d'Ivoire avec la BM)

Un mécanisme dynamique, issu de la fiscalité écologique

- Une fiscalité écologique a pour objectif unique de modifier les comportements et de changer les modes de gestion
 - Avec le bonus-malus, les taxes supplémentaires recouvrées doivent financer les remises fiscales accordées
 - Le bonus fiscal compense les coûts additionnels de la certification
- Un mécanisme bonus-malus doit être ajusté au cours du temps pour assurer la neutralité budgétaire
 - Si le bonus est accordé aux entreprises ou aux produits certifiés, les opérateurs économiques vont trouver un avantage à obtenir une certification même si les marchés où ils vendent le bois certifié (e.g. Chine, Vietnam) n'offrent pas de prix supérieur (« *premium* »)
 - Plus les volumes de bois certifiés augmenteront (en proportion), moins le *malus* rapportera de recettes (qui servent à financer les *bonus*)
 - Le bonus-malus doit être dynamique de façon à conserver égal le revenu total au cours de temps : l'objectif est d'avoir de plus en plus de bois certifié sans que cela ne se traduise par de moins en moins de revenus...

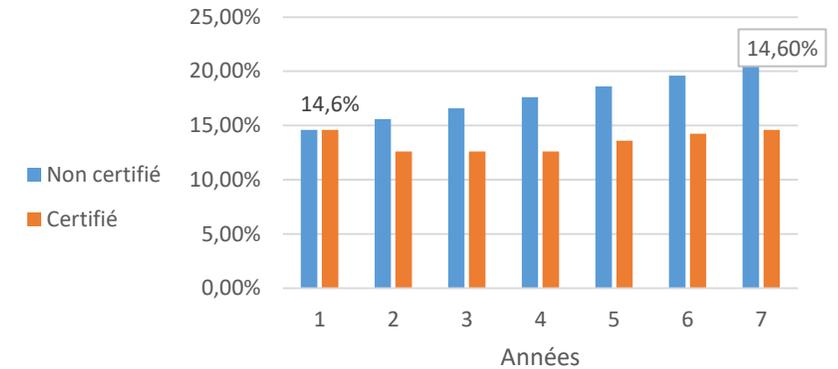


Bonus-Malus dynamique: cacao certifié et tracé (théorique)

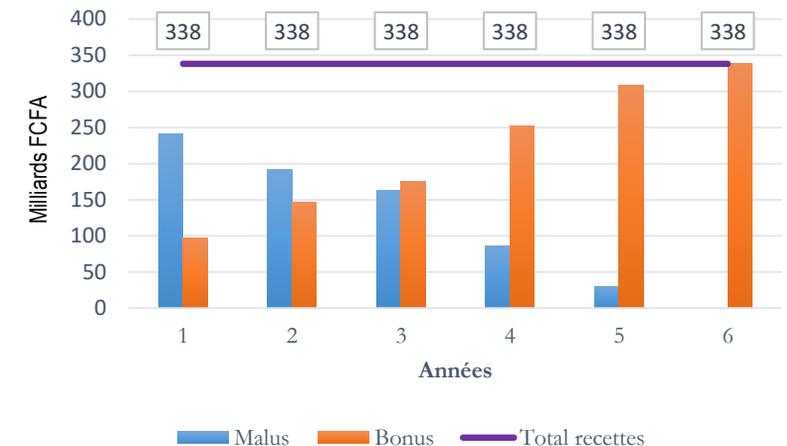
	Tonnes (prévision)	Taxe export	Malus (x1000 CFA)	Bonus (x1000 CFA)	Recettes totales Différence entre bonus et malus (x1000 CFA)
T 0	1 500 000		14,6%		337 829 400
T+1		Taux	15,6 %	12,6 %	3 %
		Recettes	240 645 600	97 183 800	337 829 400
	500 000				
	1 000 000				
T+2		Taux	16,6 %	12,6 %	4 %
		Recettes	192 053 700	145 775 700	337 829 400
	750 000				
	750 000				
T+3		Taux	17,6 %	12,6 %	5 %
		Recettes	162 898 560	174 930 840	337 829 400
	900 000				
	600 000				
T+4		Taux	18,6 %	13,6 %	5 %
		Recettes	86 077 080	251 752 320	337 829 400
	1 200 000				
	300 000				
T+5		Taux	19,6 %	14,24 %	5,4 %
		Recettes	30 234 960	307 594 440	337 829 400
	1 400 000				
	100 000				
T+6		Taux	20,60 %	14,6 %	6 %
		Recettes	0	337 829 400	337 829 400
	1 500 000				
	0				

Rôle potentiel des donateurs: facilité budgétaire pour garantir "zéro perte de revenus annuels"

Différence croissante des taux de taxation



Stabilité des recettes totales



Pertinence pour le Cameroun

- Plusieurs entreprises certifiées FSC ont déposé le bilan, vendu leurs actifs ou quitté le Cameroun
- Fiscalité liée aux forêts et au bois d'un niveau élevé (cf. comparaison sous-régionale)
 - Baisse de la fiscalité = forte incitation à la certification
- Trois leviers fiscaux possibles:
 - RFA : fixées par appel d'offres (contrat) et en partie affectée
 - Taxe d'abattage: potentiel limité
 - Droits et taxes de sortie: potentiel important
- Considérer une incitation progressive: significative pour la certification de légalité, plus forte pour la certification de gestion durable (FSC ou PAFC)

Cameroun – Paramètres actuels simplifiés (à actualiser)

Rendement matière	Equivalent bois rond		Volumes (m3)	Taux actuels DTS	FOB moyen (FCFA)	DTS théorique (FCFA)
		Production exportée (EBR)	3 000 000			
	m3					
1	600 000	Grumes	600 000	35%	79 342	16 661 842 105
2.70	2 160 000	Sciages	800 000	10%	89 063	7 125 000 000
1.80	240 000	Placages	133 333	10%	109 048	1 453 968 254
						25 240 810 359

Volume non certifié	Volume Certifié légal	Volume Certifié GDF
70%	26%	4%

Introduction d'une fiscalité incitative à 3 niveaux en 2022 (sur la base des paramètres actuels)

Volume non certifié	Volume Certifié légal	Volume Certifié GDF
70%	13%	2%

Simulation « trois niveaux de taxation » en 2022					
	Actuel	Malus	Bonus	Super bonus	Total taxes
Grumes	35%	↑ 40%	35%	35%	
Taxes	16 661 842 105	13 329 473 684	3 887 763 158	1 110 789 474	18 328 026 316
Sciages	10%	↑ 15%	↓ 5%	↓ 1%	
Taxes	7 125 000 000	7 481 250 000	936 805 556	26 388 889	8 444 444 444
Placages	10%	↑ 15%	↓ 5%	↓ 1%	
Taxes	1 453 968 254	1 526 666 667	218 095 238		1 744 761 905
TOTAL	25 240 810 359				28 517 232 665
Gain pour le Trésor:				3 276 422 306	

Avec une courte majorité de bois certifiés, les taux de bonus-malus garantissent encore un léger gain de recettes fiscales totales

Volume non certifié	Volume Certifié légal	Volume Certifié GDF
44%	39%	18%

Simulation « trois niveaux de taxation » en 202x					
		Malus	Bonus	Super bonus	Total taxes
Grumes		40%	35%	35%	
Taxes		6 982 105 263	6 664 736 842	3 887 763 158	17 534 605 263
Sciages		15%	5%	1%	
Taxes		4 809 375 000	1 382 116 406	115 451 719	6 306 943 125
Placages		15%	5%	1%	
Taxes		1 526 666 667	218 095 238		1 744 761 905
TOTAL					25 586 310 293
Gain pour le Trésor:				345 499 934	

Quand une grande majorité de bois sera certifiée, il faudra ajuster les taux

Volume non certifié	Volume Certifié légal	Volume Certifié GDF
18%	52%	31%

	Malus	Bonus	Super bonus	Total taxes
Grumes	40%	35%	35%	
Taxes	634 736 842	9 441 710 526	6 664 736 842	16 741 184 211
Sciages	15%	5%	1%	
Taxes	2 137 500 000	1 827 428 906	204 514 219	4 169 443 125
Placages	15%	5%	1%	
Taxes	1 526 666 667	218 095 238		1 744 761 905
TOTAL				22 655 389 240
Gain pour le Trésor:			-2 585 421 119	



	Malus	Bonus	Super bonus	Total taxes
Grumes	↑ 45%	↑ 36%	35%	
Taxes	714 078 947	9 711 473 684	6 664 736 842	17 090 289 474
Sciages	↑ 20%	↑ 8%	↑ 4%	
Taxes	2 850 000 000	2 923 886 250	818 056 875	6 591 943 125
Placages	15%	5%	↑ 2%	
Taxes	1 526 666 667	218 095 238		1 744 761 905
TOTAL				25 426 994 503
Gain pour le Trésor:			186 184 144	

